

**Négociation « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes »**

**Formulaire de formalisation des propositions d'action**

<b>Axe du plan d'action</b>	<b>AXE 3</b> « prévenir et lutter contre les discriminations, les actes de violence, le harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes »
<b>Organisation à l'origine de la proposition et nom du membre de la délégation expert du sujet</b>	CGT CE-CNDA
<b>Intitulé de l'action</b>	Traitement des signalements et des plaintes
<b>Description détaillée de l'action</b>	<p>Pour que les victimes se sentent autorisées à parler et à dénoncer ces situations, elles doivent être rassurées et réellement protégées. Nous proposons, qu'en cas de signalement par l'agent-e ou un tiers :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une enquête doit être menée conjointement par l'employeur (dont le/la représentant-e n'a aucun lien avec la victime ou l'aut-eur-ric-e présumé-e des faits) et les représentant-e-s du personnel, le plus rapidement possible et dans des délais qui doivent être inférieurs à deux mois ;</li><li>- la saisine obligatoire du CHSCT ;</li><li>- une mesure d'éloignement de l'aut-eur-ric-e présumé-e doit être prise durant l'enquête. Elle pourra aller du changement temporaire d'affectation à la suspension à titre conservatoire avec maintien du traitement, de l'indemnité de résidence et du supplément familial. À l'issue de l'enquête et en fonction de ses conclusions, l'administration devra prendre une sanction disciplinaire ;</li><li>- la mesure interne de changement d'affectation ne doit concerner l'agent-e victime qu'à sa demande ;</li><li>- une information auprès de l'agent-e sur la possibilité de consulter son médecin s'il ou elle l'estime nécessaire ;</li></ul>

	- les mesures de protection doivent également concerner les témoins des agissements, à tous les stades.
<b>Objectif(s) à atteindre</b>	Protection des victimes dès le signalement
Indicateurs de suivi (qualitatifs et /ou quantitatifs)	<b>Intégration dans le bilan social d'une partie consacrée au nombre de signalements, d'enquêtes menées, de mesures conservatoires prises et ou de sanctions et présentation en CTS et CHSCT, puis dans le futur comité social.</b>